

**CHRISTIAN BUDEX**

**PEUT-ON EDUQUER A LA FRATERNITE ?**

Souvent négligée au profit de ses deux consœurs de la devise de la République, mais régulièrement convoquée à son chevet pour la sauver du délitement politique lorsque des attentats terroristes, le drame des migrants ou le spectre du communautarisme la menacent, la fraternité joue un rôle particulier dans l'histoire politique de notre pays. L'intuition des révolutionnaires qui l'ont fait entrer dans le droit public français tenait à la conviction que la liberté et l'égalité ne pourraient suffire à garantir l'avenir de notre communauté politique<sup>1</sup>, et qu'elle constitue une condition nécessaire<sup>2</sup> de ce que l'on nommait la concorde et que l'on appelle aujourd'hui le « vivre ensemble ». Platon et Aristote, déjà, conscients que la modification des mœurs ne saurait procéder du seul droit positif, se demandaient si et comment on peut éduquer au Bien ou enseigner la vertu.

Demander si l'on peut éduquer à la fraternité soulève d'emblée deux problèmes. Tout d'abord, il importe de préciser le sens de l'un de ces détestables mots qui, comme le disait Valéry, « ont plus de valeur que de sens ; qui chantent plus qu'ils ne parlent ; qui demandent plus qu'ils ne répondent »<sup>3</sup>. La fraternité est une métaphore vive à géométrie variable, qui recèle une polysémie de sens et d'expériences. De quelle fraternité s'agit-il de penser l'éducation ? La fraternité majuscule de l'appartenance à la grande famille du genre humain ou la fraternité minuscule d'une appartenance communautaire, si républicaine soit-elle ? Dans tous les cas, il faut discuter des critères et des frontières, sonder l'ancrage sacré et temporel de ses fondations, évaluer les forces centrifuge et centripète, jauger la puissance de cohésion ou de fragmentation de son amplitude, évaluer la dimension tragique de son potentiel fratricide. Il faut par ailleurs s'entendre sur ce qu'éduquer veut dire ici et passer alors de la question politique à la question pédagogique : éduquer à la fraternité, c'est chercher à transmettre des valeurs, voire produire des dispositions éthiques et civiques, c'est-à-dire informer des conduites. Or, dans ce domaine, aucune imposition n'est possible. On ne décrète pas plus un sentiment d'appartenance que

---

1 Voir M. Borgetto, « La fraternité, horizon indépassable de notre temps », *La Fraternité*, Institut universitaire Varenne, 2018, pp. 9-20.

2 « Telle est la démocratie théorique. Elle proclame la liberté, réclame l'égalité et réconcilie ces deux sœurs ennemies en leur rappelant qu'elles sont sœurs, en mettant au-dessus de tout la fraternité » (H. Bergson, *Les Deux Sources de la morale* [1932], Paris, Garnier-Flammarion, 2012).

3 P. Valéry, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, « Fluctuations sur la liberté », 1938.

l'adhésion à une valeur ; tout au plus peut-on secréter les conditions d'émergence d'un désir. Il y a là une démarche qui ne se contente pas d'une minute de silence, d'une *Marseillaise* ou d'une incantation identitaire, mais qui réclame une courageuse et patiente psychopédagogie de l'adhésion dont les effets sont, comme toute éducation, par principe incertains et fragiles.

### **Une notion à géométrie variable**

Née avec les *phratries* grecques avant d'être reconnue dans sa dimension familiale<sup>4</sup>, puis métaphorisée dans la sphère religieuse – du christianisme notamment –, avant d'être sécularisée et de faire son entrée dans le droit public français avec la Révolution, la notion de fraternité désigne aujourd'hui à la fois un lien affectif, une valeur, un idéal et même un principe constitutionnel au cœur de la devise républicaine.

Si on la définit comme le sentiment<sup>5</sup> éprouvé par celles et ceux qui se reconnaissent comme frères et sœurs parce qu'ils partagent la même identité, les mêmes idéaux, voire les mêmes combats, la fraternité rassemble deux grands types d'expériences<sup>6</sup>. Il existe une première dimension, interindividuelle et éthique de la fraternité humaniste, qui désigne l'appartenance à la grande famille des humains et s'éprouve au travers d'expériences comme celles du respect de la dignité, de la rencontre des visages, de la vulnérabilité, de l'hospitalité, de l'empathie, du tact, de la tolérance et de la solidarité. Et une seconde dimension, plutôt collective et identitaire, disons politique ou sociale, que nous retrouvons dans les fraternités communautaires : elle marque le sentiment d'appartenance à un groupe d'humains qui se reconnaissent comme frères ou sœurs et membres de la même « famille » à partir de critères autonomes ou hétéronomes, qu'ils soient ethniques (les Kabyles ou les Bretons), religieux (les chrétiens ou les musulmans), idéologiques (les communistes), sociaux (les classes ou les ordres), voire professionnels (les confréries de métier depuis le Moyen Âge).

La première particularité de ces fraternités communautaires est d'obéir à une logique d'ancrage à la fois verticale et symbolique : ce qui fait du lien entre leurs membres est à chercher dans du supérieur sacré commun qui les dépasse et les attache. « Pour produire de l'*inter*,

---

4 A. de Vitry, *Le Droit de choisir ses frères ? Une histoire de la fraternité*, Paris, Gallimard, 2023, p. 25.

5 C'est cette dimension sentimentale qui fait d'ailleurs sa particularité et lui vaudra tant de critiques, au point que le XIX<sup>e</sup> siècle lui préférera la notion de solidarité, jugée moins affective et plus effective, notamment juridiquement. Borgetto a montré l'inanité de ces reproches et rappelé que la solidarité constituait un sous-concept de la fraternité auquel il n'est pas possible de la réduire. M. Borgetto, *La Notion de fraternité en droit français*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1993.

6 Pour une analyse plus complète de ces expériences, je renvoie à C. Budex, « Éduquer à la fraternité par la pratique de la philosophie à l'école (primaire et collège) : enjeux et conditions de possible » thèse de doctorat en sciences de l'éducation et de la formation, université de Nantes, 2020, <https://www.theses.fr/2020NANT2026>;

donnez-nous du *meta* » écrit Régis Debray<sup>7</sup> ; parmi les principaux *meta*, qui se combinent le plus souvent en un mixte<sup>8</sup> : Dieu et la religion, le mythe, l'idéal, l'idéologie, l'Histoire ou la Mémoire, ou encore l'ennemi commun, *meta* dont la transcendance est la plus faible mais qui nourrit un imaginaire redoutablement efficace pour souder un « nous » contre un « eux ». C'est d'ailleurs l'autre particularité, tragique celle-ci, de toute logique d'appartenance : elle recèle une logique d'inclusion/exclusion par laquelle la force centrifuge d'une fraternité communautaire rejette tous ceux qui n'ont pas vocation à faire partie de la famille : il faut des « faux frères » et des « frères ennemis » à toute fraternité.

Sous quel *meta* la France ambitionne-t-elle de faire communauté ? L'acte de naissance de Marianne signale, dans le moment révolutionnaire, un changement de filiation : du roi à la République, du droit divin à la loi citoyenne. Or cette nouvelle filiation politique est ambitieuse parce qu'elle rompt avec l'une des sacralités les plus liantes, Dieu et la religion, au profit d'un mixte de plusieurs *meta* : l'histoire, la mémoire voire le mythe de la Révolution et de la République – c'est-à-dire le récit et le culte qui entretiennent l'union sacrée –, l'idéal de ses textes fondateurs (la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et les constitutions). Telle est la nouvelle donne d'une logique d'appartenance pour une fraternité sans dieux.

Pour les révolutionnaires qui feront entrer ce principe dans le droit public français, la fraternité désigne le sentiment d'appartenance à un socle de valeurs et de principes hérités des Lumières : elle traduit d'abord l'attachement aux idées de liberté, d'égalité, de fraternité humaniste aussi, puis plus tard de laïcité. La mise en œuvre de cet idéal passe par l'instauration d'un système d'organisation politique de la société que l'on appelle une république démocratique. Et si les révolutionnaires se disaient patriotes, c'est en tant qu'ils se reconnaissaient comme « frères » – et « sœurs », malgré leur oubli<sup>9</sup> – d'une famille composée de toutes celles et ceux qui partagent la volonté politique de faire vivre ce projet émancipateur. Qui peut dire aujourd'hui, dans le tumulte axiologique qui est le nôtre, si nous sommes encore frères et sœurs de cet idéal, et ce qu'il reste de son élan initial ?

---

7 R. Debray, *Le Moment fraternité*, Paris, Gallimard, 2009.

8 Ainsi le patriotisme américain se compose pour l'essentiel d'un mixte de *meta* religieux (« one nation under God »), d'idéal (le rêve américain), d'histoire et de mémoire (le culte des père fondateurs, par exemple visible sur les billets de banque, mais aussi la Constitution).

9 B. Kolly, « Frères et sœurs politiques. La fraternité à l'épreuve des femmes, 1789-1793 », *Genre et Histoire* n°3, 2008.

Il est vrai qu'il n'est pas aisé de faire vibrer les cœurs à l'unisson à partir d'un complexe philosophico-juridique dont le culte peine encore à trouver son *credo* pour souder un « nous » en un corps fraternel. Très tôt dans son histoire, la République confie pourtant à une éducation nationale la mission de créer et d'entretenir le feu sacré d'une telle appartenance. Nous en sommes toujours à essayer de trouver la bonne température sociale, entre la fièvre groupale de l'intégrisme identitaire et le zéro absolu de l'individualisme atomisé. L'entreprise est d'autant plus difficile en des temps où la relative homogénéité – morale, culturelle, notamment religieuse – du collectif aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles a fait place à un pluralisme des valeurs dans une société sécularisée. Comment dès lors faire du commun dans de telles conditions ?

Une autre difficulté apparaît si l'on considère la tension, pour ne pas dire la contradiction, entre la communauté nationale et la fraternité humaine, tension qui est au cœur du pari républicain en tant qu'il constitue un appel citoyen à l'humanisme. Tel est le paradoxe initial et toujours actuel d'une communauté politique qui se reconnaît dans la fraternité close d'une Patrie fondée sur des principes philosophiques dont la vocation est universelle. Elle est ainsi régulièrement en difficulté à propos de l'accueil des étrangers ou des migrants, toujours susceptible de se voir contredite dans son intention première. *L'Internationale*, pour devenir le « genre humain », doit affronter la question de l'appartenance et des frontières<sup>10</sup>. Reste que c'est pourtant bien l'enthousiasme de cette fraternité ouverte qui a permis, dès la naissance de la république, la proclamation des droits de l'homme – et du citoyen –, une politique de tolérance et d'accueil envers les étrangers, une politique d'éducation nationale, une politique de solidarité envers les plus démunis.

### **Éduquer à la fraternité : de quoi s'agit-il ?**

Une fois la fraternité définie comme le sentiment d'appartenance à une communauté politique bien particulière – pas celle des Corses, des amateurs des vins de Bourgogne ou des supporters de l'Olympique de Marseille, mais une république démocratique universaliste –, se pose la question d'une éducation à un tel sentiment. Que signifie développer et cultiver un sentiment d'appartenance ? Cela peut-il se fabriquer, se décréter, s'imposer ?

Ici se joue le problème psychopédagogique de l'apprentissage et de la transmission dans le domaine de ces idées chargées de morale et de politique que l'on appelle des valeurs<sup>11</sup>. Il peut

---

10 « Les frontières ne sont toutefois pas des barrières de replis et d'exclusions, mais des lieux poreux de circulations et d'échanges : c'est un remède à l'épidémie des murs et de l'indifférence » (R. Debray, *Éloge des frontières*, Paris, Gallimard, 2010).

11 M. Fabre et alii, *L'Idée de valeur en éducation. Sens, usages, pertinence*, Paris, Hermann, 2016.

se résumer par cette première question : que doit viser une éducation civique pour produire un tel sentiment ? Rendre ces valeurs désirables pour espérer susciter une adhésion à celles-ci et créer ce que Spinoza appelait un « affect commun »<sup>12</sup>. Voilà l'objectif délicat d'une telle éducation : donner de la puissance à des idées et les rendre « sensibles » au plus grand nombre. Car quand elle ambitionne de rendre désirables les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, une éducation, sous peine d'être à la fois aussi contradictoire qu'inefficace, ne peut faire l'objet d'une imposition ou d'une injonction. Enseigner les valeurs n'est donc pas un enseignement comme les autres ; en raison de leur dimension affective, les valeurs ne peuvent qu'être librement choisies : elles ne s'imposent pas, elles se proposent.

Telle est la longue leçon que le programme d'enseignement moral et civique de 2015 avait enfin su tirer de l'histoire de l'éducation civique en France, longtemps faite d'imposition et de punition<sup>13</sup>. Leçon oubliée depuis, emportés que nous sommes par la crise identitaire et culturelle que la France ne parvient pas à régler et qui réclame un courage laïque pour l'heure au-dessus de nos forces. Nous voilà revenus dans l'école à l'âge des croyances : croire et faire croire qu'une adhésion à des valeurs se décrète et peut s'imposer par la menace et la sanction ! On peut punir un élève qui ne respecte pas une minute de silence et lui faire chanter *La Marseillaise*, mais il faudra une tout autre pédagogie pour produire un sentiment d'appartenance à la communauté des citoyens.

L'urgence est là pourtant, qui réclame une action réfléchie plutôt que de vaines incantations. Les révolutionnaires qui ont fait entrer la fraternité dans le droit public français pour l'ériger ensuite comme terme de la devise et principe constitutionnel n'étaient pas précisément des « bisounours ». Ils avaient compris la nécessité d'institutionnaliser le souci d'autrui parce qu'il ne peut y avoir de société durable sans prise en compte affective de l'absolu de la personne humaine et de sa dignité.

Ce que le principe de fraternité questionne, c'est notre capacité, pour faire société, à répondre à des besoins relationnels et affectifs qui permettent une authentique vie sociale, mais que le projet libéral d'une société où la relation à autrui est placée sous le seul respect de droits formels et individuels ne permet pas de satisfaire : « La fraternité redit qu'un monde humain est

---

12 J'ai tenté d'expliquer plus longuement les conditions éducatives de cette affectation : C. Budex, « Développer des affects communs par la pratique de la philosophie à l'école : une lecture lordonienne de l'EMC », *Annuel de la recherche en philosophie de l'éducation* n°3, 2023.

13 P. Kahn, « L'enseignement moral et civique, vain projet ou ambition légitime ? Éléments pour un débat », *Carrefours de l'éducation* n°39(1), 2015, pp. 185-202.

certes constitué de droits nécessaires à honorer, mais qu'il est aussi nourri de liens dont il faut prendre soin. En face d'une théorie de la justice, il y aurait alors l'appel à une politique du soin, à un prendre soin des relations. Une société suppose certes l'explicitation d'un contrat social, mais également le partage éprouvé d'un pacte fraternel<sup>14</sup>. »

Les éthiques du *Care* et la pensée féministe sont venues depuis maintenant plusieurs années redire que le projet d'émancipation démocratique ne peut se faire sans se soucier des effets des logiques de domination sur les plus fragiles. Cela passe par une refonte radicale de la notion d'autonomie, trop longtemps confondue, dans sa dimension néolibérale et viriliste, avec l'individualisme, et considérée comme incompatible avec les notions de vulnérabilité, de dépendance et d'interdépendance. Nous ne pouvons plus continuer à soutenir un modèle de société qui produit des effets sociaux, politiques, économiques et environnementaux désastreux. Il nous faut œuvrer à un modèle plus humaniste, plus coopératif et solidaire, plus inclusif aussi. « Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots », disait déjà Martin Luther King le 31 mars 1968.

Parce que l'on ne naît pas fraternel, il y a donc un indispensable travail individuel et collectif à produire pour éduquer à la fraternité. Un travail au-dedans, qui renoue avec l'exigence du projet humaniste : développer nos habiletés émotionnelles et sociales – ce que l'on appelait autrefois des « vertus –, notamment l'empathie, non pas pour promouvoir un développement personnel égoïste qui vise la performance, mais parce qu'il y a un « souci d'autrui » qui passe par ce que les philosophes de l'Antiquité appelaient un « souci de soi » et qui exige un travail sur soi pour faire advenir l'humain en chacun d'entre nous.

Il y a aussi un travail au-dehors de soi à effectuer, en direction des autres, autour des notions d'engagement collectif, de solidarité, de soin. Il nous faut passer du modèle de l'individu seul au cœur d'une concurrence généralisée au modèle d'un individu davantage relié aux autres et conscient qu'il a besoin des autres. Il nous faut penser, notamment à l'école, les conditions d'une éducation à ce que John Dewey ou Émile Durkheim nommait la « fonction collective », et que le développement de la famille et de l'individu dans nos sociétés démocratiques capitalistes a profondément bouleversé, altéré même. On a réalisé l'État de droit sur le plan politique, mais on a laissé la vie sociale et familiale à l'état de nature. Dans la plupart des milieux professionnels ou sociaux, on ne s'occupe pas beaucoup de deux choses que la

---

14 J.P. Pierron, *Suis-je le gardien de mon frère*, Paris, Gallimard, 2019, p. 21.

notion de fraternité permet de questionner : l'appartenance à un collectif et la qualité de la relation entre ses membres.

Reste qu'il ne suffit pas d'affirmer la valeur d'une valeur ni de proclamer la sacralité d'un principe pour entraîner une adhésion. L'incarnation concrète d'un principe de fraternité, au-delà de sa nécessaire inscription dans le droit, appelle à une éducation qui forge cette attention à l'autre et ce sentiment d'appartenance à un bien commun.

### **L'école : le lieu de la fraternité**

Il faut un engagement pluriannuel et constant plutôt qu'une succession de réformes inarticulées et éphémères, pour permettre à l'école de se donner les moyens de la démocratisation qu'elle a initiée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, sans pourtant changer son organisation, sa culture professionnelle de l'autorité éducative, sa pédagogie. L'école doit être le lieu de la fraternité. Un lieu dans lequel les enfants et les adolescents sont reconnus, considérés, protégés, accompagnés : un lieu de sécurité, de bien-être, de bienveillance, de soin. Alors il sera possible de parler d'exigences et de réussite scolaire. Il faut enfin comprendre que l'école ne peut être un lieu de transmission qu'à condition d'être d'abord un lieu fraternel de socialisation.

La recherche montre clairement que la qualité des relations – entre les élèves, entre les élèves et les adultes, entre les adultes eux-mêmes –, ne fait pas l'objet d'une considération suffisante alors qu'elle est pourtant au cœur du climat scolaire d'une école ou d'un établissement. Il ne peut y avoir de réussite des élèves comme de bonheur d'enseigner pour les personnels dans une école qui est trop souvent un lieu de compétition, de stress, d'ennui, d'échec, de mal-être et de violence<sup>15</sup>. Il faut, dès la formation initiale des personnels d'éducation, leur apprendre à considérer l'éthique relationnelle<sup>16</sup> comme une boussole indispensable à des métiers qui ne sont toujours pas considérés par la plupart d'entre eux comme des métiers de la relation. Alors les fondements d'une école de la fraternité pourront commencer à donner des fruits.

Si l'on s'intéresse plus particulièrement à l'enseignement moral et civique des élèves, il existe de nombreuses pratiques éducatives à même de développer et de cultiver des dispositions éthiques et civiques de la fraternité. Puisque l'on ne peut décréter une adhésion à des valeurs,

---

15 Il existe en France une culture doloriste de l'éducation, et la violence éducative ordinaire est loin d'être anecdotique : <https://www.ifop.com/publication/barometre-des-violences-educatives-ordinaires/>

16 C. Marsollier, *L'Éthique relationnelle : une boussole pour l'enseignant*, Réseau Canopé, 2016.

les plus efficaces seront celles qui cultivent la triple dimension intellectuelle, psycho-affective et surtout conative des valeurs<sup>17</sup> : non seulement il faut amener les élèves à s'interroger sur le sens de celles-ci, à les éprouver, mais il faut surtout les leur faire vivre en acte pour espérer les rendre désirables et forger des dispositions à partir de ces expériences vécues. « Transmettre des valeurs, ce n'est pas seulement donner à les connaître intellectuellement, c'est aussi et surtout les rendre désirables<sup>18</sup>. » Loin des leçons de morale, des déclamations de rentrée scolaire ou des commémorations obligatoires et descendantes, il faut redire que l'adhésion aux valeurs républicaines ne tombe pas du ciel en une minute de silence, mais se nourrit d'un lent et patient travail auprès des élèves, un travail inscrit dans le quotidien et la durée.

Parmi les dispositifs pédagogiques possibles, la pratique de la philosophie à l'école peut être modélisante pour permettre aux élèves de cultiver cette triple dimension des valeurs, et notamment la dimension conative de la fraternité<sup>19</sup>. Ici on vit en acte, dans le face à face des visages, l'écoute, le respect, l'empathie, la tolérance, la solidarité, la vulnérabilité et l'appartenance à la communauté des humains ; autant d'expériences sollicitant et cultivant des dispositions éthiques et civiques<sup>20</sup> qui contribuent à une éducation à la fraternité dans ses différentes dimensions. Ici on peut apprendre, dès le plus jeune âge, à se confronter, se supporter, s'affronter parfois, se découvrir aussi. Sans pouvoir prédire la modification du comportement éthique des élèves, la régularité de ce type de pratiques creuse toutefois un sillon mémoriel durable et précieux. Elles participent du nécessaire travail sur soi évoqué plus haut en forgeant l'attention et le soin portés à la relation avec autrui ; elles constituent des oasis ou des écosystèmes de fraternité que l'école doit davantage investir pour former les citoyens de demain.

De façon générale, l'éthique relationnelle, discussionnelle et communicationnelle ne sont pas des chimères destinées aux têtes de gondoles du développement personnel : elles renvoient à des outils, à des pratiques, à des savoir-faire (connaissance de soi, esprit critique, régulation émotionnelle, communication non violente...), qui, sans être des remèdes miracles aux

---

17 P. Kahn, « L'idée de valeur en éducation », in M. Fabre *et alii*, *op. cit.*

18 E. Prairat, L'idée de valeur en éducation. In M. Fabre, B. Frelat-Kahn, & A. Pachod, Hermann, 2016, p. 77.

19 C. Budex, « L'éducation à la fraternité par la pratique de la philosophie à l'école : un dispositif d'émancipation au service de l'éducation à la citoyenneté », in E. Chirouter (éd.), *La Philosophie avec les enfants. Un paradigme pour l'émancipation, la reconnaissance et la résonance*, Paris, Éditions Raison publique, 2022, pp. 119.130.

20 Ces dispositions renvoient, dans une autre sémantique, à la triple dimension – cognitive, émotionnelle, sociale – de ce que l'on nomme désormais les compétences psychosociales et qui font récemment l'objet d'un déploiement important dans le domaine éducatif. Voir P. Arwidson *et alii.*, *Les Compétences psychosociales : un référentiel pour un déploiement auprès des enfants. Synthèse de l'état des connaissances scientifiques et théoriques réalisées en 2021*, Santé publique France, 2022.2022).

violences du monde, doivent prendre une part plus importante dans l'éducation des enfants comme dans la formation des enseignants, encore aujourd'hui pensées pour des temps et des publics qui ne sont plus les nôtres.

Comment enfin espérer éduquer à la fraternité et lutter contre le séparatisme (culturel, social, religieux) dans une école où il y a de moins en moins de mixité, où l'expérience de l'altérité n'est, de fait, plus possible parce que l'entre soi concentre pour certains toute la richesse de l'offre culturelle et éducative pour n'offrir à d'autres que l'avenir d'un ghetto<sup>21</sup> ? Le service civique ou le service national universel – joli nom pour un paradoxe –, si heureuses que soit ces initiatives, ne suffiront pas à combler ce manque. Comment s'imaginer faire société sans avoir grandi ensemble ? Oserais-je reprendre ici une formule qui a eu son heure sur un autre sujet : la maison brûle et nous regardons ailleurs, au lieu de considérer, enfin, la question des inégalités à l'aune de la fraternité.

### **Conclusion**

Mettre fin à la déploration récurrente à propos du faible sentiment d'appartenance à la communauté des citoyens et aux valeurs qui fondent une république démocratique suppose d'en finir avec l'incantation et l'injonction pour mettre en place une culture de l'adhésion capable de créer un « affect commun » envers les valeurs et les principes qui sont au fondement de notre idéal politique.

Peut-on éduquer à la fraternité ? Oui, à la double condition de préciser ce que cette notion recouvre et de renoncer à l'idée qu'une telle éducation puisse être une imposition. Dès lors elle est un chantier dont le lieu doit être l'école, une école qui doit s'emparer, pour les élèves comme pour les personnels, des pratiques pédagogiques et organisationnelles qui arrachent la fraternité à son statut d'idéal déclamatoire pour en faire une expérience vécue dans le quotidien. « L'universel, dans la réalité historique de ses émergences, n'a rien d'une Pentecôte. Il tiendrait plutôt du nénuphar<sup>22</sup>. »

Que rétorquer à celui ou à celle qui nous dirait qu'il est vain d'éduquer à la fraternité dans l'école si, pendant ce temps-là, la société continue d'être le lieu de la compétition, de l'individualisme et de la violence ? À quoi bon parler de fraternité à nos enfants s'ils ne la

---

21 F. Dubet et N. Vallaud-Belkacem, *Le Ghetto scolaire. Pour en finir avec le séparatisme*, Paris, Le Seuil, 2024.  
22 F. Lordon, *Imperium*. Paris, La Fabrique, 2015, p. 302.

trouvent nulle part dans la société ? À quoi bon parler de fraternité dans une école où les différences se croisent de moins en moins ?

Mais qui serions-nous si nous abdiquions l'ambition d'une telle éducation, quand bien même elle échouerait ? Nous pourrions, avec Freud, esquiver le tragique de la question en une pirouette, rappelant que l'éducation fait partie de ces métiers impossibles<sup>23</sup>, ou répondre avec Platon que nous continuerons à jouer de la musique jusqu'au bout, jusqu'au fond, parce que tel est notre sort, guidés que nous sommes par un mystérieux *daïmon*.

Il me semble, plus simplement, que la vérité de notre situation sociale et politique commande le courage d'un autre chemin, puisque celui que nous empruntons à l'heure actuelle a tout d'une impasse douloureuse, terrible même ; alors essayons la fraternité, sans messe ni guillotine si possible, mais avec la conviction qu'une communauté politique ne peut se passer d'elle pour envisager de se maintenir dans le temps sous cette forme politique si audacieuse que l'on nomme « république ». L'ambition pourrait sembler aussi démesurée que fragile. Pourtant l'humain, ni *deus* ni *lupus*, n'est que le fruit du terreau sur lequel il grandit. Semons donc d'autres graines ! Reste l'aventure collective et civique, hautement inflammable, instable, précaire pour rendre le projet incertain et tragique.

## **Bio**

Professeur de philosophie, chercheur au Centre de recherche en éducation (CREN) de l'université de l'université de Nantes, Christian Budex est conseiller et chargé de mission « recherche » au Centre académique d'aide aux écoles et aux établissements (CAAEE) de l'académie de Versailles. Sa thèse de doctorat porte sur l'éducation à la fraternité par la pratique de la philosophie à l'école (Nantes, 2020).

## **Résumé**

La fraternité est une notion morale et politique dont la polysémie et la dimension affective autorisent des usages parfois confus tout en faisant obstacles à l'effectivité des principes qui s'en réclament. Cet article propose de procéder à une clarification conceptuelle pour penser ensuite les enjeux et conditions d'une éducation qui permettrait de la cultiver, tout en montrant que l'école et la société ne peuvent désormais plus en faire l'économie.

---

23 C'est Freud qui rappelait qu'il existe trois métiers impossibles : gouverner, éduquer, soigner, (Freud, 1937).